

# Échec du rassemblement de soutien à Le Pen : pour une démonstration de force de notre camp social le 1er mai !

Trois événements politiques ont eu lieu dimanche 6 avril : le rassemblement d'extrême droite, en soutien à *Marine Le Pen* et visant directement les juges du tribunal de Paris qui ont condamné une grande partie des escrocs de la direction du RN ; celui de la gauche, qui appelait à l'inverse à la défense de l'État de droit et à faire face à l'extrême droite ; et enfin celui du parti macroniste *Renaissance*, visant à propulser *Gabriel Attal* pour la présidentielle.



1. Le premier bilan que l'on peut tirer est que le *Rassemblement National* a échoué à mobiliser massivement sa base, malgré l'organisation de départs depuis toute la France. Moins de 5000 militant·e·s se sont rassemblé·e·s à *Vauban* pour soutenir *Marine Le Pen* et, en dehors d'*Eric Ciotti*, aucun cadre d'autres formations politiques d'extrême droite n'est venu prêter main-forte aux condamné·e·s. Les soutiens internationaux qu'elle a reçus, de *Poutine* à *Trump*, en passant par *Musk* et *Orbán*, n'ont pas permis de massifier : peut-être ont-ils même contribué à délégitimer la cabale dans laquelle s'est lancé le RN. En suspendant son entreprise de « dédiabolisation », le RN s'est finalement auto-marginalisé. Nous pouvons donc souligner que le « premier parti de France », en termes de voix électORALES, n'a pas encore la capacité d'imposer un rapport de force dans la rue. Ensuite, nous pouvons considérer que, si une partie de la base de *Le Pen* est effectivement radicalisée contre un prétendu « État profond » et une « tyrannie des juges », il ne s'agit, pour l'instant, que d'une fraction. Cela ne signifie pas que le danger de l'extrême droite au pouvoir est balayé : il est possible, mais la masse critique militante, est, pour l'instant, loin d'être atteinte.
2. La stratégie trumpiste d'inverser la réalité, de « noyer la zone » par de fausses informations et des déclarations ininterrompues, ainsi que de s'en prendre aux fondements de la démocratie bourgeoise et à ses acquis démocratiques, ne fait pas encore recette en France. Le RN a été condamné à juste titre, pour avoir volé des millions d'euros d'argent public (donc d'impôts des travailleurs/euses) pour son propre intérêt : les travailleurs et les travailleuses le savent, quand bien même une partie d'entre eux/elles considéreraient que *Le Pen* est une victime de la justice. L'attaque frontale contre l'État de droit et les acquis démocratiques n'a pas trouvé l'écho espéré pour *MLP* et a même révélé qu'il ne s'agit pas d'une revendication ou d'un objectif pour la majorité de la population. *Le Pen* et le RN se trouvent donc

complètement isolés dans la séquence, tout en ayant montré que la « dédiabolisation » n'est qu'une façade. L'extrême droite est fondamentalement séditieuse : elle utilisera un jour la rue, lorsqu'elle estimera le moment opportun, pour faire appliquer son programme. L'erreur de timing de dimanche montre que, si l'extrême droite est certes puissante en France, elle n'est ni intouchable ni imbattable.

3. Le contre-rassemblement « *de gauche* » (regroupant partis politiques, syndicats et collectifs), à *République*, s'il n'a pas non plus été un franc succès, s'est tout de même révélé à la hauteur de l'enjeu : appelé en deux jours et destiné seulement à l'Île-de-France, il a permis de marquer une réponse forte contre l'extrême droite, d'affirmer le soutien à l'État de droit et aux acquis démocratiques, tout en insistant sur la nécessité de faire face. L'absence du *PS* montre une nouvelle fois que son unique objectif est d'assurer ses arrières en vue des municipales. Ce parti ne doit plus être la pierre angulaire des prises de décision de *LFI*, sans quoi cette dernière sera condamnée à se traîner indéfiniment un boulet au pied. Le *PS* est une des partis des classes dirigeantes responsables des dernières grosses attaques contre le monde du travail et qui a alimenté les idées d'extrême droite. Il incarne la politique politique qu'une grande partie de la population déteste.
4. La limite de ce rassemblement, au-delà de la faiblesse numérique des participant·e·s (la *FI* annonce 15 000 personnes, la presse « quelques milliers »), est l'absence d'un programme de combat face à l'extrême droite, qui ne s'en tienne pas qu'à la question électorale. La majorité des prises de parole ont insisté sur la « résistance » face au *RN*. Si ce mot d'ordre est compréhensible, il est loin d'être suffisant : nos organisations doivent avoir des mots d'ordre de combat pour disputer pied à pied le terrain à l'extrême droite, par les moyens d'action du mouvement ouvrier et de la jeunesse : de la diffusion d'argumentaires, des grèves, des manifestations, des occupations, de l'action directe. Ces mobilisations serviront d'amplificateur pour les périodes de propagande et d'agitation, qui seront l'un des fondements du vote. Le vote est simplement une arme parmi d'autres, et il est évident que, face à une extrême droite qui se bat pour l'hégémonie, nous devons en utiliser plusieurs - et parmi les plus puissantes. En ce sens, l'appel à faire du 1er mai une manifestation de masse est une très bonne chose : nous ne devons pas seulement *résister*, mais faire la démonstration de *notre force* contre l'extrême droite aussi bien en France qu'à l'international, contre *Macron* et sa politique, mais aussi pour la défense et la conquête de nouveaux acquis sociaux. Nous devons être offensif·ve·s dans nos revendications, massif·ve·s et discipliné·e·s dans nos manifestations.
5. La *macronie* n'est pas encore achevée : elle a des spasmes et des figures capables de lui donner un second souffle, même s'il sera bien plus faible qu'en 2017. Dans l'hypothèse où *MLP* ne pourrait pas se présenter en 2027, et que ce soit *Jordan Bardella* le présidentiable, *Gabriel Attal* aurait la possibilité de marquer des points. Dès lors, il faut considérer que l'union du « centre » souhaitée de longue date par *Bayrou* (c'est-à-dire en réalité l'union des droites) a encore des perspectives, et qu'il faut prendre cette hypothèse au sérieux, particulièrement à l'heure où tout est fait pour stigmatiser « *les extrêmes* ». Prendre cette situation en compte signifie combattre politiquement le « bloc central » tant qu'il sera au pouvoir — et après —

là aussi, pied à pied, en se défaisant de l'illusion qu'il est si affaibli qu'il finira de fait par disparaître.

6. L'heure n'est pas à l'affrontement avec la police. Il faut savoir saisir les situations lorsqu'elles se présentent et agir en fonction. L'heure est à la démonstration non pas d'une manifestation pacifiée, mais d'une manifestation offensive dans ses mots d'ordre et dans ses objectifs. Il est urgent de mettre sur le devant de la scène politique et médiatique *nos revendications* (abrogation de la retraite à 64 ans, augmentation des salaires, défense de l'État de droit et des acquis démocratiques, refus des guerres impérialistes, autodéfense ouvrière...) en propre. C'est sur la base du programme de classe que l'on réussira à disputer l'hégémonie à l'extrême droite.

La séquence politique de ce week-end montre que trois blocs se font face, mais qu'aucun des trois n'arrive, pour l'instant, à largement prendre les devants. S'il ne faut pas voir l'échec *lepeniste* du week-end comme un acquis, il faut le prendre pour ce qu'il est : une démonstration d'une certaine faiblesse malgré une base électorale réelle. La situation est donc toujours ouverte, et la priorité de nos organisations politiques et syndicales doit être de faire du 1er mai une démonstration de force, contre les politiques anti-ouvrières, anti-féministes, racistes et meurtrières. Cela ne sera évidemment pas suffisant pour défaire nos ennemis ; cependant, cela nous permettra de reprendre l'offensive, en vue des nombreuses batailles à mener.

**Toutes et tous en grève et en manifestation le 1er mai !**

**Tristan Daul, le 11 avril 2025**